



## UN TROISIÈME PLAN COM' A MINIMA !

Le Premier ministre Édouard Philippe et la ministre de la Santé Agnès Buzyn ont dévoilé mercredi 20 novembre "un plan d'urgence" pour l'hôpital public. Il comprend des primes pour les personnels, une rallonge budgétaire et une reprise partielle de la dette des établissements.

Après huit mois de crise dans les hôpitaux publics. Une prime annuelle de 800 euros net sera attribuée de manière pérenne à quelque 40 000 infirmiers et aides-soignants vivant à Paris et sa proche banlieue et gagnant moins de 1 900 euros par mois.

Le gouvernement vient de tracer une nouvelle frontière, il y a Paris et au delà du périphérique il y a l'autre France. Les centaines de milliers de professionnels de santé hors de Paris se contenteront de 300 €/an pour les uns et de 100 € pour les autres, notamment les aides-soignants qui exercent en gériatrie.

300€ « aux mains des hôpitaux pour reconnaître selon des critères qu'ils auront eux-mêmes définis l'engagement et l'investissement des personnels ». « Critère dans la qualité des soins et de prise en charge au niveau de chaque service ». Donc certains y auront droit et d'autres non !!

Serions-nous dans le concept « du diviser pour mieux régner » ? La souffrance à l'hôpital serait-elle uniquement parisienne ? Et serait-elle uniquement pour ces deux catégories de professionnels de santé ?

Le gouvernement n'a pas conscience que ce sont tous les hôpitaux et tous les professionnels qui restent aujourd'hui dans l'attente de mesures adaptées aux besoins en lits, en temps et en revalorisations salariales.

L'annonce d'un troisième plan qui dégage 1,5 milliard d'euros supplémentaire pour le budget des hôpitaux sur 3 ans, sera-t-il suffisant pour atténuer le mouvement social, et ainsi éviter la convergence des mécontentements en décembre ?

A ce titre et selon l'expression de Madame Buzyn, elle veut sauver ce « trésor national » qu'est l'hôpital public, mais c'est aussi pour tenter d'éteindre l'incendie avant la journée de mobilisation du 5 décembre. Les deux premiers plans en faveur des urgences, présentés en juin et en septembre, n'ont pas permis de mettre fin au mouvement de grève commencé en mars et qui touche désormais plus de 260 services.

Pour l'heure, nous sommes toujours dans les orientations néfastes du plan « ma santé 2022 », il n'y a rien de changé. L'augmentation de l'enveloppe budgétaire consacrée aux dépenses de santé de l'hôpital (Ondam) initialement prévue à 2,1% passera à 2,4%, alors qu'il faudrait qu'elle soit de 5% pour couvrir l'augmentation des coûts. Pour 2020, 300 millions d'euros seront débloqués en plus pour l'hôpital, bien loin des 4 milliards nécessaires.

En contrepartie de ce plan d'urgence, le gouvernement demande de poursuivre les réformes lancées. La suppression de la tarification à l'acte c'est pour après, après demain. Les déficits auront encore de beaux jours devant eux !

Il est clair que l'hôpital n'est pas la priorité du gouvernement. Son plan d'urgence n'est qu'un cautère sur une jambe de bois ! à suivre...

**20 Novembre 2019**